

Il y a quelque temps, un des membres de la Company of Independant Canada a fait une étude sur des écoliers canadiens. Il leur a posé une série de questions et il a été atterré des réponses recueillies et du nombre de erreurs. Certains des enfants questionnés étaient des écoliers de douzième année; pourtant ils ne connaissaient pratiquement rien du Canada ni de son histoire. Est-ce la faute de la revue *Time* et du *Reader's Digest* si les jeunes sont si mal renseignés sur leur pays? Je ne le crois pas, mais je crois que les jeunes Canadiens ne sont pas des lecteurs avides de *Time* et du *Reader's Digest*, et c'est bien dommage. Les jeunes ne savent pas ce qui se passe au Canada parce qu'on n'en parle pas aux nouvelles nationales à la télévision, ni dans les manchettes quotidiennes des journaux. Si on calculait le pourcentage de nouvelles canadiennes diffusées tous les soirs à Radio-Canada et à CTV, on s'inquiéterait. Pas étonnant que les étudiants canadiens sachent si bien si Patty Hearst est saine d'esprit et apte à subir son procès. Pourquoi les Canadiens devraient-ils le savoir? Elle n'est pas, que je sache, l'héroïne de quelque cause qui doive intéresser les Canadiens. Les Canadiens ont été bien endoctrinés sur la guerre du Vietnam par les media d'information nationaux.

M. Symes: Et par le *Time*.

M. Horner: Peut-être mais *Time* n'a jamais assuré un reportage aussi complet que les media d'information nationaux. Si nous sommes aussi préoccupés par le contenu canadien, allons là où les forces les plus vives sont vraiment agissantes, les media d'information nationaux, et non les stations de télévision indépendantes situées le long de la frontière qui essayent d'être de bons citoyens. Je songe en particulier à une situation de Vancouver.

Mlle Campbell: Des pirates!

M. Horner: Le pirate est celui qui vole le bien d'autrui.

Mme Campagnolo: Et de l'argent.

M. Horner: Bien des idées ont été volées à un parti politique ou à un autre, mais laissons la piraterie de côté. Je crois effectivement que bon nombre de ces stations de télévision essayent d'agir en bons citoyens canadiens. Le gouvernement canadien fait bien d'établir des lignes directrices pour dire à ces entreprises ce qu'il attend d'elles, mais ces lignes directrices ne devraient pas les empêcher de devenir des citoyens canadiens, et c'est ce que ce bill fait dans le cas du *Reader's Digest* en particulier et de certaines des stations de télévision situées près de la frontière canadienne. Il faudra certes faire des exceptions pour des quotidiens comme l'*Advocate* de Red Deer et un ou deux autres qui sont publiés au Canada.

Le ministre devrait expliquer pleinement pourquoi le gouvernement veut cette mesure. Si on ne peut l'expliquer mieux que l'on ne l'a fait jusqu'ici, ce n'est pas la peine. D'après les gens que j'ai entendus, le gouvernement n'a pas réussi à les convaincre. Il n'a pas réussi à convaincre l'industrie de la revue d'actualité.

Je ne dis pas qu'il n'a pas réussi à convaincre la revue *Maclean's*. Cette revue voudrait se débarrasser de *Time*; elle aurait alors le monopole. A qui profiterait un monopole? Tout récemment, le ministre des Transports a dit être en faveur de la concurrence dans le domaine du transport et, bien qu'il n'abandonne pas Air Canada, il nous porte à croire que, à cause du principe de concurrence il donnera aux lignes aériennes du CP certains avantages dont elles ne jouissaient pas jusqu'à maintenant. Néanmoins, un autre ministre agit directement à l'inverse et, afin de sup-

primer la concurrence, essaie d'obliger la revue *Time* à fermer ses portes ou à accroître les frais de sa version canadienne. Il veut aider la revue *Maclean's* et nul doute que Peter Newman et ses collègues le favoriseraient lui et son chef, quel qu'il soit, lors des prochaines élections. Je suppose que la revue *Maclean's* acquerra la réputation de feuille de chou libérale. J'espère que son avenir sera plus brillant. J'espère qu'elle survivra en dépit d'une saine concurrence de *Time*.

● (1640)

Je prétends que le *Time* publie une édition canadienne, qui traite, dans ses six ou huit premières pages, de questions purement canadiennes, ce qui est valable. Les Canadiens devraient avoir le droit de lire ces six ou huit pages ainsi que certaines nouvelles provenant des États-Unis et d'autres parties du monde, comme ils ont le droit de connaître ce qui se passe dans le monde entier et que leur apportent les informations de la télévision en fin de soirée. Nous en savons plus sur les conflits qui se produisent en Irlande du Nord que ne le justifie la distance qui nous sépare de ce pays. Les bureaux de nouvelles ont fini par se lasser de cette question et sont passés à autre chose. Ils suivent les tendances. Nous allons probablement entendre parler surtout des problèmes parlementaires de l'Australie d'ici quelque temps, et c'est sans doute très bien. Je ne m'en plains pas.

Ce dont je me plains, c'est que cette mesure législative tente de m'empêcher moi ou mes mandants, ou tous les Canadiens d'un bout à l'autre du pays qui pensent comme moi, de lire les articles publiés dans le *Reader's Digest* ou la revue *Time* ou l'*Advocate* de Red Deer, ou encore de regarder les émissions télévisées qui traitent de tels sujets. Toutes ces sociétés cherchent à devenir de bons citoyens et pour une raison ou pour une autre, elles ont trouvé avantageux de s'établir sur la frontière ou près d'elle.

Quand le projet de loi ira au comité permanent et que les témoins seront convoqués, j'espère que le ministre responsable les écoutera. Peut-être proposera-t-il ensuite une mesure nouvelle et différente qui ne l'exposera pas aux accusations de censure. J'aime bien le ministre, madame l'Orateur et je ne crois pas qu'il veuille la censure. Toutefois, il se doit à lui-même et à ses mandants, d'essayer de supprimer cette flétrissure. Dans un pays libre, la censure est peut-être l'accusation la plus accablante que l'on puisse porter contre quelqu'un.

M. Faulkner: Quand elle est fondée.

M. Horner: Le ministre dit: «Quand elle est fondée.» Il est d'accord avec moi; c'est l'accusation la plus accablante que l'on puisse porter contre quelqu'un... quand elle est fondée. C'est cependant ce qu'il y a d'étrange en politique; ce n'est pas ce qui est fondé, mais ce que l'on croit fondé. Selon le *Star* de Sudbury, c'est de la censure, le *Sun* de Toronto est du même avis, le *Star* de Montréal, le *Sun* de Toronto, le *Sun* de Vancouver, le *Transcript* de Moncton, considèrent tous le ministre comme le ministre de la censure. Pourquoi se promène-t-il dans tout le pays la main levée, en disant, «Ce n'est pas vrai, veuillez me croire.» Pourquoi n'écoute-t-il pas les gens, ne renvoie-t-il pas le bill au comité et ne convient-il pas que des modifications s'imposent, que *Time* et *Reader's Digest* devraient être séparés et que les postes de télévision devraient être considérés différemment. Le ministre se rendrait un service énorme. Il est jeune et nouveau venu en politique. Nombre d'entre nous espéraient beaucoup pour lui jusqu'à ce qu'il devienne le ministre de la censure. Dans un pays libre, on